

ÉCOLE DE L'AIR

CONCOURS NIVEAU LICENCE, OPTION SCIENCES

ELEMENTS DE CORRECTION (Benjamin VANHOUCK)

On pourra légitimement s'étonner d'une question qui semble remettre en cause l'acquis fondamental de nos démocraties, la possibilité marquée en droit qu'ont tous les citoyens de participer par leur vote à l'exercice du pouvoir. Alors même que le printemps arabe et les manifestations des indignés semblent aller dans le sens de nouvelles poussées démocratiques, que signifie donc cette question ? Faut-il y voir une dangereuse contestation de nos institutions ? Ou une invitation à les repenser, à partir d'une autre vision de la politique, plus sociale que politicienne, qui serait susceptible d'enrayer la désaffection dont souffrent aujourd'hui les bureaux de vote ?

I/ La politique suppose une capacité à gouverner qui n'appartient qu'à quelques uns

A/**Polis et logos chez Aristote** : envisagée dans le cadre de la communauté que constitue la Cité grecque, la politique est d'abord pour Aristote, affaire de délibération et de valeurs qui nécessite chez l'homme le maniement du logos. Aussi la démocratie grecque est-elle paradoxalement, comme n'importe quelle autre société antique, profondément inégalitaire, refusant aux femmes et aux esclaves le statut de citoyen au motif qu'ils ne disposent précisément pas d'une complète maîtrise de leur logos.

B/ La visée de la politique est le bien commun. Il convient donc que le gouvernement revienne à ceux qui auront su cultiver leur sagesse.

On reconnaît-là l'idéal de la Cité juste, théorisé par Platon dans *la République*, qui impose selon lui la présence, à sa tête, d'un Roi philosophe : la démocratie ne saurait constituer un bon régime dans la mesure où il repose sur une « opinion publique » qui est, par excellence, non éclairée, incompétente à pouvoir juger du mal et du bien. L'emprise des sophistes en témoigne : la cité démocratique est le lieu où dominent ces spécialistes de la parole qui ne recherchent nullement le bien public mais la notoriété et la fortune.

C/ Peut-on aller jusqu'à envisager un art de gouverner ? Machiavel fera l'éloge de la « vertu » du Prince, sans laquelle aucun pouvoir ne saurait durer. Cela suppose un certain nombre de qualités particulières, notamment l'art de la ruse et le sens aigu des réalités politiques. Tout est en effet affaire d'opportunités et d'occasions. Les traditions aristocratiques, dans nombre de pays, relevaient d'une approche semblable ; choisir un roi issu de l'aristocratie s'imposait dès lors qu'il était entendu que la noblesse conférait une forme d'autorité naturelle, indispensable au dirigeant. Aujourd'hui, nos technocrates témoignent du développement de formations spécifiques qui plus que jamais font de la politique un véritable métier, alliant savoirs techniques et abstraits.

Conclusion : on aboutit ainsi à une vision élitiste de la politique qui contribue, jusqu'en démocratie, à l'éloigner des réalités quotidiennes du citoyen.

II/ Mais la politique ne saurait se réduire à une verticalité hiérarchique. Elle repose également sur l'établissement de relations entre citoyens.

A/ La politique sans la domination du pouvoir ? Chez Aristote, le but de la politique étant, comme pour Platon, le bien commun, il importe de la fonder sur une relation d'amitié (*philia*) qui ne soit pas hiérarchisée mais qui permette à chacun de contribuer à développer la vertu de son prochain, de le faire progresser en sagesse. Pour Aristote, la distribution hiérarchique des responsabilités renvoie davantage à un modèle économique, qui est celui du foyer, où se règlent les questions relatives à la subsistance (alimentation, reproduction). La politique détermine, quant à elle, une sphère spécifique, qui est celle de l'action libre et concertée.

Les travaux de Pierre Clastres illustrent de même l'existence de sociétés, notamment en Amérique du sud, qui sont des sociétés sans Etat, qui reconnaissent un chef pour mieux lui dénier toute autorité politique. La loi s'inscrit sur les corps de tous les individus, par le biais de tatouages et de représentations corporelles, ce qui montre que le pouvoir est tout entier entre les mains de la société, et n'appartient pas à une sphère politique séparée.

B/ La théorie du contrat social chez Rousseau montre que l'association politique repose tout entière sur une action collective et la réciprocité du contrat passé entre citoyens. A ce titre, la politique exclut par principe toute représentativité qui aboutirait à confier à quelques-uns un pouvoir qui est dans sa nature collectif. Gouverner ne peut s'entendre que dans l'action directe d'un peuple sur lui-même. Rousseau reconnaît cependant le caractère fort utopique de ce gouvernement démocratique où la politique serait l'affaire de tous : il n'est à ses yeux envisageable que dans de petites sociétés (à l'image de l'antique cité athénienne ou d'une république genevoise)

C/ Les dangers du totalitarisme : les régimes totalitaires qui ont pris naissance au XXe siècle reposent sur l'absence de division ou de séparation entre la société civile et l'Etat. Bien que le pouvoir n'appartienne pas de plein droit à la population, il n'en reste pas moins que la politique y est l'affaire de tous car tout y devient politique : tout ce qui relève des phénomènes sociaux, des choix culturels et individuels se trouve jugé à l'aune de l'Etat et de ses propres orientations politiques. On voit bien alors où peut mener, s'il n'est pas soigneusement encadré, un programme qui viserait à faire de la politique l'affaire de tous. Il faut nécessairement que ce programme repose sur le respect des libertés individuelles, sur la reconnaissance d'une sphère où la politique n'a pas son mot à dire.

Conclusion : Comment alors articuler les réalités d'un pouvoir hiérarchique avec la pleine participation de tous les citoyens ?

III/ Repenser la démocratie participative

A/ Réhabiliter la démocratie d'opinion par un souci accru de l'éducation politique des citoyens. Comme l'a bien vu Tocqueville, la démocratie finit par dégénérer en un individualisme forcené, qui conduit à une servitude douce, à un abandon des citoyens à un Etat tutélaire dont l'Etat providence est la parfaite illustration aujourd'hui. Une sensibilisation des citoyens aux réalités de la politique, à ses enjeux idéologiques pourrait contribuer à briser l'image d'une politique réduite à des tractations d'ambitieux.

B/ Réformer les institutions pour les rendre plus souples : multiplier les scrutins référendaires, encourager la vie associative et les initiatives citoyennes sans les figer aussitôt dans un carcan institutionnel qui les vide de leur dynamisme et de leur substance pourrait redonner du sens à la politique pour les citoyens qui désertent les bureaux de vote.

C/ Refonder l'action politique contre l'économie. Il faut retrouver le principe de la responsabilité politique, en rappelant que son domaine est celui de l'action, action qui par essence est imprévisible. Comme le suggère Hannah Arendt, aujourd'hui la politique est conçue sur le modèle de l'activité de l'artisan : on modélise, on contrôle l'exécution et on sanctionne le résultat, ce qui est un frein à l'initiative, et à la prise de risques qui fait aussi la grandeur de la politique. On pourra ainsi paradoxalement déplorer l'adoption constitutionnelle en France d'un principe de précaution qui soumet le politique à l'intervention de l'expert et finit par transformer l'Etat en contrôleur de gestion.